



Secrétariat national

**MONSIEUR LE PRÉSIDENT –
DIRECTEUR GÉNÉRAL
GILLES PELISSON
GROUPE TF1**

Montreuil, le 24 avril 2019

Monsieur,

Ce soir, LCI, via la société de production Particules Production, organise un débat « La grande confrontation » dans le cadre de l'élection européenne en présence des principaux chefs de parti, animé par David Pujadas.

Ce débat réunira François Bayrou (MoDem), Olivier Faure (PS), Marine Le Pen (RN), Laurent Wauquiez (LR) et Stanislas Guerini (LREM) et Adrien Quatennens (LFI). Aucun écologiste n'a été invité à ce débat. Aucune explication sur cette absence de sollicitation ne nous a été non plus fournie.

Alors que les règles relatives au pluralisme politique en période électorale fixées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel s'appliquent dès maintenant, la décision de la rédaction de LCI de ne pas inviter un représentant d'Europe Écologie – Les Verts (EELV) est un renoncement à l'expression des forces politiques déterminantes de notre pays.

Alors que la majeure partie de la classe politique française se revendique de l'écologie, l'absence d'écologiste au débat de LCI est tout simplement stupéfiante.

Alors que la population française, comme en témoigne les nombreuses manifestations climat en France, souhaite porter la question de l'écologie au cœur du débat de l'élection européenne, les écologistes ne pourront pas porter leurs propositions sur LCI. Nous considérons ce fait comme une erreur éditoriale majeure.

Alors que la crise sociale des gilets jaunes, qui secoue notre pays depuis plusieurs mois, est née d'une revendication liée à la fiscalité écologique, les écologistes ne pourront pas préciser leur analyse et leurs propositions pour concilier justice fiscale et mesures en faveur de l'environnement. Cette impossibilité de présenter nos analyses sur la crise des gilets jaunes qui bouleverse notre pays va manquer à la nécessaire confrontation politique.

Crédités d'une tendance autour de 8,5 % dans les sondages d'intention de votes, les écologistes ont légitimement toute leur place dans le débat public télévisé dans le cadre de l'élection européenne.

Les écologistes ont été crédités de scores très favorables aux dernières élections européennes et considèrent depuis toujours l'échelon européen comme le pilier de l'action en faveur de la



Secrétariat national

protection de l'environnement. Là encore, les écologistes ont l'entière légitimité de débattre sur l'avenir de l'Europe.

Les écologistes proposent un bilan de leur action au Parlement européen, mais LCI a décidé de ne pas le faire découvrir. Leur expérience dans la décision politique européenne aurait pu éclairer la tenue du débat, quand d'autres brillent par leur absence à Bruxelles et Strasbourg.

Il semble que les décisions éditoriales de LCI feront de ce débat une discussion franco-française quand les enjeux se situent à l'échelle continentale. Les écologistes considèrent que la direction de LCI se trompe d'élection en écartant la prise de parole des écologistes.

La direction de LCI n'a communiqué aucune information publique et officielle sur sa méthode pour la constitution de son plateau. Cette absence de transparence pose problème. Elle obscurcit le débat politique, déjà mis à mal dans notre pays.

Europe Écologie – Les Verts demande à ce que LCI et les autres médias respectent le droit fondamental des électeurs en rendant compte publiquement auprès de leurs téléspectateurs et téléspectatrices, de la méthode qui guide la composition et l'organisation des débats politiques.

Les possibles arguments de la chaîne reposant sur l'absence d'un groupe parlementaire et le score des élections présidentielles ne sont pas respectés dans le choix des intervenants ce soir. Le Rassemblement national dont la représentante est invitée à débattre, ne dispose pourtant d'aucun groupe parlementaire. François Bayrou ne s'est pas présenté à l'élection présidentielle 2017, sa présence ce soir ne paraît non plus justifiée si on analyse les arguments de choix de la chaîne. Si la méthodologie obscure qui guide la direction de LCI s'était appliquée à l'élection présidentielle de 2017, Emmanuel Macron n'aurait pas été convié sur le plateau de LCI pour les principaux débats présidentiels.

Face à l'incohérence de la chaîne LCI, les écologistes rappellent que le destin européen mérite mieux que cette absence de transparence.

LCI s'était engagé dans son cahier des charges auprès du CSA à une qualité d'information rigoureuse pour obtenir enfin son canal 26. Europe Écologie – Les Verts prônait ce pluralisme médiatique. À LCI d'être à la hauteur de ses engagements.

DAVID CORMAND
SECRETAIRE NATIONAL